

France-Lyon: Building-cleaning services

OJ S 223/2014 19/11/2014

Contract notice**Services****Directive 2004/18/EC****Section I: Contracting authority**

I.1. Name and addresses

Official name: Pôle emploi Rhône-Alpes

Postal address: Direction régionale Rhône-Alpes – DAF/Achats – 13 rue Crépet – CS 70402

Town: Lyon Cedex 07

Postal code: 69364

Country: France

Contact person: Service achats

For the attention of: M. Juarez

E-mail: dr-nettoyage.69806@pole-emploi.fr

Fax: +33 472736873

Internet address(es):General address of the contracting authority: <http://www.pole-emploi.fr>Address of the buyer profile: <http://www.pole-emploi.e-marchespublics.com>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Body governed by public law

I.3. Main activity

Other: Emploi

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Marché de prestations de services ayant pour objet le nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que la fourniture des consommables sanitaires, pour les unités et structures de pôle emploi Rhône Alpes.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 14: Building-cleaning services and property management services

NUTS code FR71 Rhône-Alpes

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with several operators

Maximum number Envisaged maximum number of participants to the framework agreement
: 7

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Passée conformément à la procédure prévue à l'article 29 du décret no 2005-1742 du 30/12 /2005, la consultation vise à la conclusion de marchés ayant pour objet des prestations de nettoyage de locaux, de la vitrerie, ainsi que la fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures de pôle emploi Rhône Alpes.

II.1.6. CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one or more lots

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le marché est passé pour partie sous la forme ordinaire à prix forfaitaire pour la majorité des prestations courantes de nettoyage des locaux et de la vitrerie et pour partie sous la forme d'un marché fractionné à bons de commandes, sans minimum ni maximum, pour les prestations ponctuelles complémentaires.

A titre indicatif, la surface des sites est estimée à environ 114 000 mètres carrés.

Il n'est pas fixé de montant minimum et maximum.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Sous réserve des dispositions du contrat relatives à la résiliation, les marchés sont conclus à compter de leur date de notification pour une durée ferme courant jusqu'au 31.3.2017. Ils sont reconductibles expressément 2 fois pour une période d'1 an. La date de prise d'effet des marchés est fixée au 1.4.2015 (le délai entre la date de notification des marchés et la date de prise d'effet est consacré à la préparation du démarrage des prestations et à la tenue de la réunion de lancement). Les prestations au titre des présents marchés démarrent effectivement au 1.4.2015.

La durée maximale des marchés est de 4 ans.

Aux fins de reconduction, pôle emploi se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période en cours en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire les marchés.

Provisional timetable for recourse to these options:
in months: 25 (from the award of the contract)

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 2

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 25 (from the award of the contract)

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Département de l'Ain

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures du département de l'Ain de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercice disponibles communiqués): ca de 150 à 300 keuros.

Lot No: 2

Lot title: Départements de la Drôme et de l'Ardèche

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures des départements de la Drôme et de l'Ardèche de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercice disponibles communiqués): ca de 350 à 750 keuros.

Lot No: 3

Lot title: Département de l'Isère

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures du département de l'Isère de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercice disponibles communiqués): ca de 550 à 1 100 keuros.

Lot No: 4

Lot title: Département de la Loire

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures du département de la Loire de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercice disponibles communiqués): ca de 400 à 800 keuros.

Lot No: 5

Lot title: Département du Rhône

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures du département du Rhône de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercice disponibles communiqués): ca de 800 à 1 600 keuros.

Lot No: 6

Lot title: Département de la Savoie

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures du département de la Savoie de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercices disponibles communiqués): ca de 150 à 300 keuros.

Lot No: 7

Lot title: Département de la Haute-Savoie

1) Short description

Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie ainsi que fourniture des consommables sanitaires pour les unités et structures du département de la haute-savoie de pôle emploi Rhône Alpes (liste en annexe 1 du CCFT).

2) CPV code(s)

90911200 Building-cleaning services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Chiffre d'affaire annuel moyen minimum (sur les 3 derniers exercices disponibles communiqués): ca de 250 à 450 keuros.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Marché financé à partir des contributions et subventions mentionnées à l'article L 5312-7 du code du travail (hors fonds communautaires) et sur les ressources propres de l'institution. Paiement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. Prix révisables dans les conditions indiquées au dce.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire. En cas d'attribution du marché à un groupement ayant présenté sa candidature et son offre sous la forme d'un groupement conjoint, la transformation dudit groupement en un groupement solidaire sera exigée. La composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du ou des marchés auxquels le groupement est candidat que dans le cas où le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à pôle emploi l'autorisation de continuer à participer à la consultation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de pôle emploi un ou plusieurs sous-traitants. Pôle emploi se prononce sur cette demande après examen de la capacité financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat à la consultation. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que dans le cadre de la présente

consultation, un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs candidatures et offres en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: Insertion sociale: le titulaire est tenu de réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (dont le profil est défini au contrat) dans le cadre du remplacement de tout emploi vacant ou à l'occasion de toute commande de prestations hors forfait pour un minimum de 10 % des heures totales.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Déclaration sur l'honneur relative à la capacité juridique à accéder à la commande publique certifiant que le candidat: a, au 31/12/2013, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ou avant la date du lancement de la consultation, s'est acquitté de ces impôts et cotisations ou a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement dans les conditions prévues à l'art. 8-4o de l'ordonnance 2005-649 du 06/06/2005; a, au 31/12/2013, mis en oeuvre l'obligation de négociation prévue à l'article I. 2242-5 du code du travail ou a réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de sa candidature; n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux art. L1146-1, I8221-1, I8221-3, I8221-5, I8231-1, I8241-1, I8251-1 et I8251-2 du code du travail; n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux art. 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au 2ème alinéa de l'art. 421-5, à l'art. 433-1, au 2nd alinéa de l'art. 433-2, au 8ème alinéa de l'art. 434-9, au 2nd alinéa de l'art. 434-9-1, aux art. 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'art. 1741 du code général des impôts et aux art. L2339-2 à I2339-4, I2339-11-1 à I2339-11-3 du code de la défense et à l'article I. 317-8 du code de la sécurité intérieure; n'est pas en état de liquidation judiciaire (art. L640-1 du code de commerce) ou de faillite personnelle (art. L653-1 à I653-8 du même code) ou procédure équivalente pour les candidats régis par un droit autre que français. Cette déclaration doit être complétée par les éléments mentionnés dans la rubrique vi.3 relative aux informations complémentaires.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Déclaration relative à la capacité financière à exécuter le marché auquel il est candidaté, indiquant le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le candidat sur chacun des 3 derniers exercices disponibles. Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Minimum level(s) of standards possibly required: Ne seront pas admises les candidatures des candidats dont le chiffre d'affaires moyen sur les 3 derniers exercices disponibles communiqués est strictement inférieur au niveau minimum de capacité financière indiqué au présent avis pour chaque lot ou, dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, dont les

documents produits, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels, n'attestent pas d'une capacité financière supérieure ou égale à ce niveau minimum de capacité.

Les candidats sont informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 22 du décret no 2005-1742 du 30 décembre 2005, la capacité à exécuter le marché est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement; il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum défini.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Déclaration relative à la capacité technique du candidat à exécuter le ou les marchés auxquels il est candidaté, indiquant les effectifs, au sens de l'article l1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des 3 dernières années, les principales prestations effectuées au cours des 3 dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché, et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces références ne font l'objet d'une déclaration du candidat qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits, sauf pour les prestations dont pôle emploi, ou l'unédic ont été destinataires et pour lesquelles une déclaration est suffisante.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Prix. Weighting 50

2. Valeur technique. Weighting 50

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

82F14048

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

6.1.2015 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Persons authorised to be present at the opening of tenders: no

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published: 2017 (si non reconduction des marchés).

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

A. Obtention du dce: le dossier de la consultation est adressé à tout candidat en faisant la demande aux coordonnées correspondantes figurant au point i.1); veuillez préciser lors de la demande le mode de transmission souhaité (courrier ou courriel. Il peut également être téléchargé via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante: <http://pole-emploi.emarchespublics.com>

L'attention des candidats est attirée sur le fait que même.

Dans le cas où le dce leur est adressé par courrier, ils devront communiquer une adresse mail à laquelle leur seront envoyés les bordereaux des prix, et de décomposition des prix.

B. Candidature: les candidats remettront un dossier de candidature comportant les renseignements demandés au point III.2 du présent avis, accompagné d'une lettre de candidature. Les candidats pourront utiliser le modèle de lettre de candidature de pôle emploi. Le cas échéant, les pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

C. Renseignements complémentaires: aucun renseignement complémentaire ne pourra être obtenu par téléphone. Les

Demandes de renseignements complémentaires peuvent être faites par télécopie au numéro suivant: +33 472736873, par courriel à l'adresse suivante: dr-nettoyage.69806@pole-emploi.fr ou via la plateforme de dématérialisation (<http://pole-emploi.e-marchespublics.com>). La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au 18.12.2014, la date de réception de pôle emploi faisant foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.

D. Transmission des plis: les plis peuvent être transmis par lettre recommandée avec avis de réception (ou équivalent) ou remises en mains propres, les jours ouvrés du lundi au jeudi de 09:00 à 12:00 et de 13:30 à 16:00, le vendredi 09:00 à 12:00 et de 13:30 à 15:00 à l'adresse suivante: pôle emploi Rhône Alpes - service achats -13 rue Crépet, CS 70402-69364 Lyon Cedex 07 ou via la plateforme de dématérialisation (<http://pole-emploi.e-marchespublics.com>).

E. Critères de sélection des offres. La valeur technique des offres est appréciée sur 50 % sur la base des critères suivants: 5 % pour la compréhension des besoins et attentes de pôle emploi relatifs aux différentes prestations, 10 % pour les méthodes, processus, produits et matériels pour la réalisation des prestations courantes et ponctuelles complémentaires, 4% pour les modalités proposées pour l'installation et la maintenance des distributeurs ainsi que la distribution et le réapprovisionnement en consommables sanitaires, 10 % pour la composition et les principes généraux d'organisation des équipes en charge des prestations, 13 % pour le dispositif d'encadrement et de formation du personnel, 5 % pour le dispositif d'autocontrôle mis en œuvre par le titulaire, 3 % pour les aspects environnementaux.

F. Accord-cadre: les marchés à bons de commande sont des accord-cadre au sens du droit communautaire. Les informations à indiquer à la rubrique II.1.4) du modèle communautaire d'avis figurent aux rubriques II.1.5), II.2) et II.3) du présent avis. Il sera retenu un titulaire par lot.

G. Le titulaire est tenu de réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (dont le profil est défini au contrat) dans le cadre du remplacement de tout emploi vacant ou à l'occasion de toute commande de prestations hors forfait pour un minimum de 10 % des heures totales.

H. Visites de sites: une visite de certains sites est prévue dans les conditions définies à l'article VIII du règlement de la consultation. Les sites à visiter figurent, par lot à l'annexe 2 du règlement de la consultation. Les

Candidats prennent rendez-vous auprès des personnes dont les coordonnées figurent en annexe 2 du règlement de la consultation. Un rendez-vous sera systématiquement pris pour effectuer la visite du site. Aucune visite sans rendez-vous ne sera acceptée. Les visites devront être réalisées entre le 19.11.2014 et le 12.12.2014.

I. Précision relative à l'attestation sur l'honneur relative à la capacité juridique (rubrique III.2.1 du présent avis):

* le candidat doit également attester qu'il n'est pas exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal; pour les contrats administratifs, n'a pas fait l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application de l'article L 8272-4 du code du travail.

* dans le cas où le candidat est en redressement judiciaire (article L 631-1 du code de commerce) ou procédure équivalente pour les candidats régis par un droit autre que le droit français, le candidat doit joindre la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 17.11.2014.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Lyon

Postal address: 184 rue Duguesclin

Town: Lyon Cedex 03

Postal code: 69433

E-mail: greffe.ta-lyon@juradm.fr

Telephone: +33 478141010

Fax: +33 478141065

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: A. Avant la conclusion du contrat, recours sur la base de l'article l551-1 du code de justice administrative et/ou, contre un acte détachable du contrat, de l'article r421-1 du même code dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité de l'acte attaqué, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article l521-1 du même code

B. Après la conclusion du contrat:

1°) Recours sur la base de l'article l551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat.

2°) Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement précité et/ou d'une demande indemnitaire; en cas de demande indemnitaire, recours administratif préalable auprès du directeur régional de pôle emploi Rhône Alpes, aux coordonnées en tête d'avis et recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la décision expresse de rejet ou sans condition de délai (sauf prescription) à défaut.

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

17.11.2014